

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche : quelle politique commerciale dans le « nouvel âge d'or » annoncé ?

Brice Armel Simeu

Numéro 1, Janvier 2025

Résumé analytique

Le 20 janvier 2025, Donald Trump a prêté serment pour un second mandat. Il a réaffirmé le début d'un « nouvel âge d'or pour l'Amérique ». Sa doctrine "America First" sera marquée par l'urgence de la sécurité et de la prospérité opérée dans une politique commerciale plus offensive que jamais. L'agenda de ce nouveau mandat repose sur un compétitivisme ouvertement menaçant, prônant un souverainisme et un unilatéralisme économiques agressifs. À l'ordre des prochains jours se dessine une augmentation massive des droits de douane, contre la Chine, le Mexique et le Canada. Une mise en veille des institutions multilatérales au profit d'un bilatéralisme transactionnel dicté par la puissance de négociation américaine. Un retour sous le signe de la compétitivité nationale qui prime sur la coopération internationale. Les points de tensions sur les futures renégociations de l'ACEUM s'annoncent tandis que l'Union européenne déjà pointée lors du premier mandat risque d'être ciblée par de nouvelles barrières commerciales inédites. Le cap est clair : redonner aux États-Unis leur statut de superpuissance manufacturière. Toutefois, les risques d'inflation, devenue une cible prioritaire de la nouvelle administration ; les tensions diplomatiques à venir sur la question du Canal de Panama, conduisent à se demander si cette stratégie renforcera réellement l'économie américaine, ou précipitera-t-elle le monde dans une nouvelle ère d'incertitude commerciale marquée par l'ajustement brutal des alliances ?

Sommaire

1. "Make America Great Again": compétitivisme renforcé et découplage accéléré..... 5
 2. Le souverainisme économique de Trump : regard nuancé 8
 3. Trump et Biden : Deux approches distinctes de l'État-protecteur 13
- Perspectives : l'ACEUM à l'épreuve des risques 16

Le 20 janvier 2025 marquera un jour historique dans l'histoire politique des États-Unis. Donald Trump a prêté serment comme 47^e président américain pour une seconde fois. Dans son discours d'investiture, le nouveau président a repris les grandes lignes de sa rhétorique du souverainisme économique et de la puissance par les tarifs, en annonçant le début d'un « nouvel âge d'or » américain. Adoptant une posture messianique, Donald Trump a promis de faire des États-Unis la nation la plus prospère et la plus puissante de l'histoire¹ à l'aide de trois choses : une force économique dissuasive, un leadership international patriote, et une puissance industrielle expansive. La politique commerciale de l'ère Trump 2.0 sera une politique de la puissance qui l'emporte sur la règle de droit, du rapport de force imposé au détriment du compromis négocié, et du succès national au détriment du consensus multilatéral. En annonçant la création de l'Agence des revenus extérieurs (*External revenues office*)² comme l'instrument dont la mission sera de collecter les gains financiers de sa politique de guerre tarifaire, Donald Trump a voulu dès les premiers instants de sa prise de fonction donner un signal clair : le retour de l'hégémon compétiteur est acté. Si des annonces spécifiques en matière commerciale n'ont pas été faites, l'on sait désormais que l'imposition de tarifs douaniers sur les pays étrangers sera effective, la question étant de savoir suivant quelles modalités ? C'est la réponse à cette question qui constitue la marge de négociation des partenaires commerciaux majeurs des États-Unis.

Le Canada est menacé d'une imposition de 25% de droits de douane sur les produits exportés aux États-Unis dont le marché absorbe plus de 77% de ses exportations³. Trump ayant trouvé dans « la puissance de contrainte des tarifs » le socle de sa diplomatie commerciale, lui permettant d'adresser tous les enjeux, de la sécurité des frontières à la lutte contre le fentanyl, en passant par l'immigration illégale. Il ne faut pas se faire d'illusion, Trump agira même là où l'impossible se dressera sur son chemin. En déclarant dans son discours d'assermentation que « l'impossible est-ce qu'on fait de mieux »,⁴ il avertit tous ceux qui pourraient douter de sa volonté. D'une certaine façon, le Premier Ministre Justin Trudeau en se précipitant à Mar-a-lago, la résidence privée de Trump pour le rencontrer après son élection, prenait la mesure de la menace, afin d'y apporter des garanties dont nul n'est certain qu'elles convaincront l'imprévisible dirigeant américain⁵. Les turbulences politiques à Ottawa et l'affaiblissement du leadership canadien suite à la démission de Trudeau n'arrangent pas les choses. On le voit bien, le retour de Trump marque non pas un simple retour au protectionnisme refoulé américain aux élans hégémoniques, mais un nouveau compétitivisme américano-centré, qui sous couvert

¹ [Transcript: Donald Trump's Second Inaugural Speech - The New York Times](#)

² Ibid.

³ [Activités de commerce et d'investissement : Canada-États Unis](#)

⁴ Ibid.

⁵ [Trump discussed border, trade with Canada's Trudeau after pledging steep tariffs | Reuters](#)

de sécurité nationale menace avec la même crédibilité autant les rivaux systémiques des États-Unis à l'instar de la Chine, que leurs plus proches alliés à l'instar du Canada. De quoi s'agit-il ? Trump l'a exprimé en quelques mots dans son discours : « Nous allons rétablir l'Amérique, nous serons une nation incomparable. »⁶

Dans un article qui trouve en ces temps toute son actualité, Christian Deblock évoquant le jeu de la compétitivité des nations fait une remarque substantielle à laquelle le retour de M. Trump aux affaires et son tandem avec Elon Musk font écho : « l'intégration compétitive des États dans l'économie mondiale est devenue un dilemme de sécurité, un dilemme qui engage les États dans un nouveau type d'alliances prenant la forme de partenariats d'affaires d'État à État, mais aussi d'État à entreprise, et dont on attend qu'ils permettent une plus grande autonomie collective dans l'économie globalisée »⁷. Il ajoute « au concept d'avantages comparatifs vient se substituer celui de compétitivité des nations »⁸. Dans le cas de la politique commerciale, Donald Trump a été clair : faire la guerre des tarifs à la Chine et à tout le monde au besoin pour revitaliser le secteur manufacturier américain et réduire la dépendance des États-Unis aux importations⁹. Il a de fait promis d'imposer des tarifs douaniers élevés de 200 % sur les produits des entreprises délocalisant leur production hors des États-Unis, afin de dissuader ces pratiques et de protéger les emplois locaux.¹⁰ Il s'est aussi engagé à imposer des droits de douane de 200 % sur les automobiles mexicaines, de 60 % sur les produits chinois de consommation courante et de 10 à 20 % sur l'ensemble des produits étrangers¹¹. Rien de particulièrement nouveau, si ce n'est dans l'intensité des mesures, car Donald Trump se qualifiait déjà de « Man of tariffs »¹² lors de son premier mandat. Le 20 janvier 2025, il a fait son retour dans l'arène des rivalités commerciales dont il est familier. Pour répondre aux inquiétudes internes, il met en avant une politique d'incitations fiscales, telles qu'un taux d'imposition des sociétés de 15 %, pour attirer les entreprises étrangères aux États-Unis en échange de la création d'emplois pour les travailleurs américains¹³. Comme en 2016, Trump a

⁶ Op.cit

⁷ Deblock, C.(2002). Du mercantilisme au compétitivisme: le retour du refoulé. Cahier de recherche du CEIM. <https://ceim.uqam.ca/db/IMG/pdf/Refoule.pdf>

⁸ Ibid.

⁹ York, E. (2024). Trump, Biden et la matrice protectionniste américaine.

<https://legrandcontinent.eu/fr/2024/04/24/trump-biden-et-la-matrice-protectionniste-americaaine/>

¹⁰ Arnaud Leparmentier, A. (2024). Donald Trump pledges trade war against those not manufacturing in the US. Le Monde.

https://www.lemonde.fr/en/economy/article/2024/09/26/donald-trump-pledges-trade-war-against-those-not-manufacturing-in-the-us_6727269_19.html?utm

¹¹ Ibid.

¹² Johnson, K. (2024). Everything You Wanted to Know About Trump's Tariffs But Were Afraid to Ask. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2024/11/18/trump-tariffs-china-trade-economics/>

¹³ Glebova, D. (2024). Trump tells supporters at Georgia rally US will 'take other countries' jobs' if he's elected. *New York Post*. <https://nypost.com/2024/09/24/us-news/trump-to-lay-out-his-plan-for-drawing-foreign-companies-to-the-us/?utm>

gagné par sa capacité - désormais admise - à simplifier dans le discours politique des problèmes complexes et rendre ses solutions – pourtant discutables – compréhensibles par la majorité des électeurs. Le slogan « Make America Great Again » continuera de jouer un rôle central, voire structurant, dans son second mandat. Fil conducteur de son discours politique, il signifie pour les entrepreneurs américains : réduction des impôts, déréglementations, débureaucratisations, augmentations de la production énergétique nationale, notamment les combustibles fossiles, afin d'assurer l'indépendance énergétique des États-Unis. L'objectif assumé est de stimuler la croissance économique et asseoir la puissance hégémonique américaine de manière indiscutable et incontestable. De 2016 à 2024, Trump a ainsi fait du protectionnisme la matrice de sa politique commerciale et de son discours économique. Joe Biden, son adversaire politique n'a pourtant pas été moins protectionniste, bien au contraire. Il a poursuivi dans un format moins tonitruant ce qu'on peut qualifier de « trumpisme commercial » à savoir : recentrer sur les intérêts américains, avec l'aide de la menace tarifaire, les chaînes de valeur critiques pour les États-Unis, avec un même but affiché tout au long de son mandat : réduire le déficit commercial, contraindre l'expansion technologique de la Chine et favoriser les industries nationales¹⁴. Cependant, à la différence de Biden, Trump a promis de réduire les dépenses publiques d'une manière inédite, en impliquant des personnalités comme Elon Musk pour identifier et éliminer les inefficacités gouvernementales¹⁵. Le chiffre vertigineux de 2000 milliards de dollars de coupes dans les dépenses publiques circule¹⁶, rappelant les mêmes promesses du populiste néolibéral Javier Milei en Argentine¹⁷. Au-delà du succès électoral, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche soulève de nombreuses questions, notamment sur les conséquences industrielles d'une politique commerciale américaine plus agressive sur les alliés et les partenaires des États-Unis, en commençant par le Canada et le Mexique. Son premier mandat, marqué par la doctrine « America First », s'est traduit par un bilatéralisme agressif adossé à une approche transactionnelle des négociations commerciales avec l'imposition de tarifs douaniers punitifs comme principale stratégie de négociation commerciale, notamment lors des renégociations tendues de l'ALENA¹⁸. Cela va continuer. La rivalité entre les États-Unis et la Chine, devenue systémique ces dernières années, pourrait être aussi exacerbée, avec un discours encore plus hostile à l'égard de Pékin couplé à une volonté de limiter structurellement l'influence chinoise dans l'économie

¹⁴ Ludwikowski, M., Williams R.K., and Alghazali, S. (2024). Trade policy following Trump's 2024 election victory. <https://www.reuters.com/legal/legalindustry/trade-policy-following-trumps-2024-election-victory-2024-11-19/?utm>

¹⁵The Times, (2024). Six ways Trump will upend the US economy. https://www.thetimes.com/world/us-world/article/trump-plan-fix-economy-prices-tariff-tax-m8h0q753n?utm_source=chatgpt.com®ion=global.

¹⁶ [Département de l'Efficacité gouvernementale | Musk vend ses coupes budgétaires aux élus | La Presse](#)

¹⁷ [Argentine | Milei promet davantage de « tronçonneuse » dans les dépenses en 2025 | La Presse](#)

¹⁸ Simeu, B.A. (2021). De l'ALENA à l'ACEUM : changements et évolution. Les intérêts nationaux au cœur des négociations. Note de recherche du CEIM, https://ceim.uqam.ca/db/IMG/pdf/brice_simeu_de_l_alena_a_l_aceum.pdf

mondiale par de nouvelles mesures plus coercitives. Cependant, on ne peut exclure que Donald Trump adopte une approche plus pragmatique. L'imprévisibilité étant la caractéristique de l'approche transactionnelle de Trump. Face aux défis économiques actuels, comme l'inflation et les risques de perturbations des chaînes d'approvisionnement, le nouveau président américain pourrait être amené à modérer son approche protectionniste et à rechercher une forme de « coopération à la carte », avec certains partenaires commerciaux, dans le cadre d'accords bilatéraux flexibles. Ce sont les manifestations et les modalités de ce retour du compétitivisme américain comme boussole de la diplomatie commerciale de contrainte de Donald Trump que nous explorons dans cette chronique.

1. "Make America Great Again": compétitivisme renforcé et découplage accéléré

Il ne l'a pas spécifiquement annoncé lors de son discours d'investiture comme on le craignait à Ottawa. Toutefois, « Je pense que nous devons nous préparer à l'arrivée des tarifs douaniers » déclarait Danielle Smith, la première ministre de l'Alberta après ses deux rencontres avec Donald Trump le week-end du 12 et 13 janvier 2025.¹⁹ Elle a ainsi confirmé la conviction de Donald Trump que les déficits commerciaux américains avec le Canada doivent être corrigés par le pouvoir de la force économique dont la capacité de contrainte des tarifs constitue le principal moteur. Trump veut ainsi faire passer les États-Unis d'État-protecteur sur lequel il y avait un consensus avec Biden, à un État-compétiteur offensif dont la puissance du marché alimente la puissance de négociation commerciale. Cela annonce aussi les défis de diplomatie commerciale qui attendent le Canada et le Mexique dans les prochains mois. Le Canada qui se dit prêt à toutes les éventualités, s'y prépare avec un plan de riposte qui prévoit une série de contre-mesures ciblant des secteurs spécifiques comme les produits de la céramique, du plastique et de l'acier²⁰. Un plan canadien pour la sécurité aux frontières de 1.3 milliard de dollars a aussi été annoncé par Ottawa comme signal de son ouverture à la discussion avec la nouvelle administration Trump. Face à l'annonce de Trump de rendre effectif au 01 février les tarifs de 25% sur les produits canadiens, la ministre des Affaires étrangères Melany Joly, a annoncé que le plan de représailles d'Ottawa est prêt et prévoit une première salve de contre-tarifs d'une valeur d'environ 35 à 40 milliards de dollars ; éventuellement une seconde d'une valeur supplémentaire de 110 milliards de dollars²¹, et même une troisième ronde dont les contours ne sont pas encore dévoilés, sans exclure une riposte par les secteurs de l'énergie et du pétrole. Au-delà des effets

¹⁹ ['We need to be prepared' for tariffs, Alberta premier says after Trump meeting | CBC News](#)

²⁰

²¹ Bellavance, J-D, Chouinard, T. (2025). Le Canada retient son souffle. La Presse, consulté le 21 janvier 2025. <https://www.lapresse.ca/actualites/national/2025-01-20/tarifs-de-25-des-le-1er-fevrier/le-canada-retient-son-souffle.php>

d'annonce, et des postures de négociations, la stratégie canadienne repose surtout sur la pression que pourraient exercer sur l'administration Trump, les industriels et importateurs américains d'intrants et de produits canadiens, mais aussi les élus et les gouverneurs d'États américains fortement interconnectés à l'économie canadienne qui subiraient plus que d'autres l'augmentation des coûts de production ou d'adaptation de leurs chaînes logistiques. Ottawa n'écarte pas d'aller encore plus loin si le rapport de force avec Washington devenait la seule issue, en évoquant une stratégie basée sur le principe du « dollar pour dollar », soit « un dollar de tarif américain, pour un dollar de tarif canadien »²². Si la riposte du Mexique n'apparaît pas plus claire, elle semble reposer sur la pression que feront les industriels américains de l'automobile (Ford Motor Company, General Motors, Stellantis) sur la nouvelle administration.²³

Si Joe Biden a été dans une part de continuité commerciale avec Trump durant les quatre années de son mandat, en accélérant la politique de découplage avec la Chine, sa méthode de contraintes négociées gardait néanmoins ses rapports avec ses voisins hémisphériques moins imprévisibles. Le consensus bipartisan sur la menace chinoise est bien établi à Washington. Mais une politique d'agression tarifaire du Canada et du Mexique ne trouve pas le même écho. C'est pourquoi le premier ministre de l'Ontario Doug Ford et le Premier Ministre Canadien démissionnaire Justin Trudeau se sont relayés sur les médias américains avant l'investiture de Trump, pour défendre la communauté d'intérêts entre les deux pays en exposant ce que Washington aurait à perdre si Trump mettait ses menaces à exécution, notamment en matière des coûts d'accès à l'énergie et au pétrole canadiens. Mais la rationalité du nouveau président n'obéit pas aux logiques des gains collectifs, mais des gains relatifs. C'est une rationalité du commerce à somme nulle. Partant de là, Trump se sert des interdépendances asymétriques comme un véhicule de coercition commerciale. Avec son second mandat qui s'ouvre le 20 janvier 2025, il a donné le cap d'une politique commerciale américaine isolationniste ou à la « carte » qui va s'amplifier, en s'alignant encore plus sur la vision d'un découplage économique global avec la Chine et un recalibrage sur les intérêts américains de l'ordre commercial mondial.²⁴ L'imposition de tarifs douaniers ciblés, notamment sur les produits chinois, mexicains, voire canadiens, n'est qu'une traduction du *Make America Great Again* (MAGA) en politique commerciale. À la différence de son premier mandat où les tarifs bien que nombreux étaient plus ciblés, Trump a dit envisager leur augmentation généralisée pour résoudre plus vite

²² Viera, S. (2025). Trudeau évoque une riposte « dollar pour dollar » face aux tarifs américains. *Le Devoir*, consulté le 21 janvier 2025.

<https://www.ledevoir.com/politique/canada/834880/trudeau-evoque-riposte-dollar-dollar-face-tarifs-americains>

²³ AFP (2024). Publié dans *Le Devoir*, consulté le 21 janvier 2025.

<https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/824400/tarifs-douaniers-arreteront-ni-migrants-ni-droge-repond-mexique-trump>

²⁴ Rachman, G. (2023). How America is reshaping the world economy. *The Financial Times*, 15-15.

<https://go.gale.com/ps/i.do?id=GALE%7CA751900131&sid=googleScholar&v=2.1&it=r&link-access=abs&issn=03071766&p=AONE&sw=w&userGroupName=anon%7Efa766844&aty=open-web-entry>

le problème des déficits commerciaux américains qu'il perçoit comme un symptôme de faiblesse économique, en taxant à hauteur de 10 à 20 % l'ensemble des produits importés aux États-Unis, sans distinction d'origine géographique. L'objectif affiché est de protéger les industries américaines de la concurrence étrangère et d'accélérer l'impact des décisions politiques aux impacts économiques. Son slogan de politique étrangère : « la paix par la force », dont on a encore du mal à cerner les contours diplomatiques, risque d'être en politique commerciale « le commerce par la force » en opposition au « doux commerce » pacificateur des relations entre les nations. C'est cela le retour du compétitivisme porté par Trump et fondé sur les alliances stratégiques État-entreprises²⁵. Une approche plus coercitive de bilatéralisme impérial, fondé sur une dynamique d'intégration contractuelle qui pourrait frapper de plein fouet des partenaires traditionnels des États-Unis, tels que l'Union européenne²⁶ et le Canada, marquant un tournant disruptif dans les relations transatlantiques.

Avec la Chine, la stratégie de découplage économique amorcée sous Joe Biden se renforcera. Trump a déjà proposé des mesures visant à restreindre ou éliminer progressivement les importations de biens essentiels chinois.²⁷ Parmi ces propositions, la révision des règles dites « de minimis » jouerait un rôle clé en empêchant les produits chinois de bénéficier d'une exonération de droits de douane lorsqu'ils entrent sur le territoire américain.²⁸ De plus, Trump comme l'ensemble des dirigeants américains depuis Obama, contexte le statut d'économie en voie de développement de la Chine dans le cadre de l'OMC.²⁹ Ces mesures traduisent une volonté explicite de réorganiser les chaînes d'approvisionnement mondiales déjà enclenché par Joe Biden avec le *Chips and Science Act*, en favorisant une relocalisation de la production sur le sol américain (*reshoring*) ou dans des pays alliés (amilocalisation)³⁰.

En cohérence avec son rejet des institutions multilatérales, Trump privilégie une approche bilatérale intensive, voire un unilatéralisme contraignant, considérant que ce cadre restreint permet d'établir un rapport de force qui maximise l'avantage des États-Unis dans les négociations.³¹ Pendant son premier mandat, cette stratégie a été illustrée par la renégociation de l'ALENA pour donner naissance à l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (ACEUM) qui doit être réexaminé cette année. Dans ce second mandat, cette tendance va se poursuivre, avec une probable accélération

²⁵ Op.cit.

²⁶ York, E. (2024). Trump, Biden et la matrice protectionniste américaine. Op.cit

²⁷ Ibid.

²⁸ CRS (2024). U.S.-China Trade Relations.

<https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11284>

²⁹ Allard, P. (2019). La politique commerciale de Trump : faire reculer la Chine. Ifri.

https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/la_politique_commerciale_de_trump_faire_reculer_la_chine_potomac_paper_36.pdf

³⁰ The White House. (2021). Building resilient supply chains, revitalizing american manufacturing, and fostering broad-based growth. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/06/100-day-supply-chain-review-report.pdf>

³¹ Simeu, B.A. (2023). Découplage commercial États-Unis-Chine : Joe Biden accélère la politique d'endiguement en Asie. Chronique commerciale américaine, vol 18, n°5. https://ceim.uqam.ca/db/spip.php?page=article-ceim&id_article=14304&id_auteur=1436

du désengagement des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En prônant le retour de la toute-puissance des États-Unis, Trump risque de se concentrer sur la négociation d'accords bilatéraux avec des nations partageant sa vision protectionniste et sécuritaire, marginalisant les cadres multilatéraux traditionnels³². Même si ce repli stratégique peut avoir des conséquences imprévues sur l'influence américaine sur la scène internationale, cette approche est clairement assumée. Pour Trump, le plus important pour les États-Unis c'est d'assurer leurs intérêts de sécurité nationale, l'économique y étant intégré, beaucoup plus que de garantir des biens communs internationaux³³.

Si l'approche agressive de Trump s'inscrit dans une logique de renforcement des industries nationales, elle comporte des risques économiques qui ne sont pas mineurs. Compte tenu de la profondeur de l'interconnexion, entre les chaînes logistiques en Amérique du Nord, notamment dans l'industrie automobile. Une augmentation généralisée des tarifs douaniers pourrait entraîner une hausse des prix pour les consommateurs américains, pesant sur leur pouvoir d'achat³⁴. Mais en appelant à intensifier le développement de l'industrie pétrolière au nom de « l'urgence énergétique nationale »³⁵, Donald Trump a voulu rassurer les ménages et les entreprises américaines sur les coûts internes de sa politique de guerre tarifaire, mais aussi envoyé le signal que « le déclin américain est terminé »³⁶.

2. Le souverainisme économique de Trump : regard nuancé

M. Trump a fondé sa politique commerciale défensive et son discours souverainiste offensif sur des indicateurs économiques qu'il a souvent mis en avant pour légitimer ses propositions radicales, notamment la chute des droits de douane perçue par les États-Unis, attribuée à la libéralisation des échanges (voir figure 1). En mobilisant des données sur le déficit commercial, les pertes d'emplois et la dépendance économique des États-Unis vis-à-vis des acteurs étrangers, notamment la Chine, il a cherché à démontrer l'urgence d'un changement de cap. Il a de ce fait présenté le déficit commercial des États-Unis comme la preuve d'un déséquilibre économique ; le symbole du « pillage économique » de son pays par la Chine. Selon lui, ce déficit, qui reflète un écart entre les exportations et les importations, est un indicateur de

³² Tiranti, R. (2024). Élection de Donald Trump : comprendre le protectionnisme américain pour mieux le combattre. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2119075/election-donald-trump-protectionnisme-americain-coulisses>

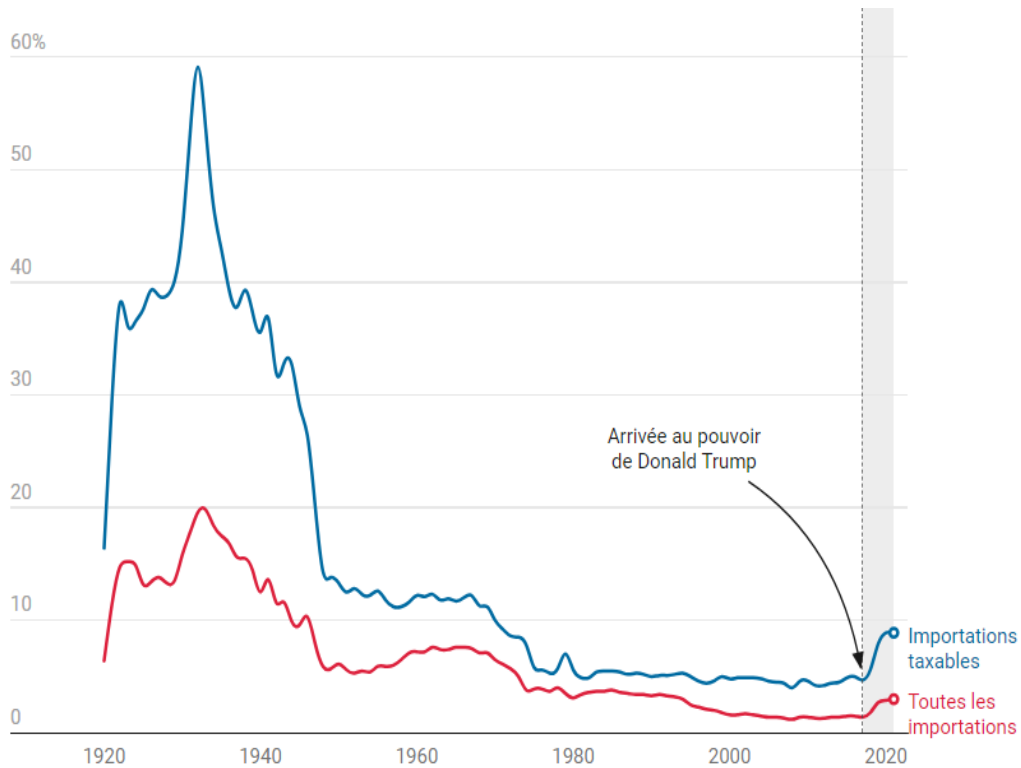
³³ Rielly, J. (2019). Can President Donald Trump Destroy the Liberal International Order? *Politique américaine*, N° 32(1), 215-227. <https://doi.org/10.3917/polam.032.0215>.

³⁴ York, E. (2024). op.cit.

³⁵ Op.cit

³⁶ Op.cit

faiblesse et de désavantage des États-Unis dans les échanges internationaux, qui seraient dès lors les grands perdants de la mondialisation³⁷.



Graphique: Le Grand Continent • Source: Tax Foundation, U.S. Census Bureau • Créé avec Datawrapper

Figure 1 : Droits de douane moyens aux États-Unis (1921-2021)
Source: Tax Foundation, US Census Bureau

En 2018, le déficit commercial entre les États-Unis et la Chine a atteint 419 milliards de dollars³⁸. Il a ensuite connu une baisse continue pour s'établir en 2022, autour de 367.4 milliards de dollars³⁹ et en 2023 à 279.42 milliards de dollars⁴⁰. Entre 2018 et 2023, un accord bilatéral a été conclu avec Pékin pour apaiser les rivalités commerciales. Les mesures prises contre la Chine aussi bien par Trump lors de son premier mandat et celles décidées par Biden ensuite, ont eu des effets baissiers sur les déficits commerciaux américains avec la Chine, mais sans nécessairement diminuer les déficits commerciaux avec de nouveaux joueurs de plus en plus importants comme le Vietnam. En effet, le déficit commercial américain avec le Vietnam s'élevait à 114,6 milliards en 2022, soit une croissance de 6.4% par rapport à 2021⁴¹. Dans la foulée de la guerre tarifaire avec Washington, Pékin a accru ses investissements dans les économies voisines et notamment au Vietnam

³⁷ CRS. (2018). Trade Deficits and U.S. Trade Policy.

<https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R45243>

³⁸ <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11284>

³⁹ [The People's Republic of China | United States Trade Representative](#)

⁴⁰ [U.S. trade deficit with China 2023 | Statista](#)

⁴¹ [Vietnam | United States Trade Representative](#)

(voir figure 2) avec qui les États-Unis ont accru leurs volumes d'échanges, afin de profiter de la rente de la stratégie de l'amilocalisation de Joe Biden. En 2023 la Chine a ainsi investi 27.1 milliards de dollars contre 8 milliards en 2014⁴².

Foreign investment in Vietnam

Registered investment by selected countries in Vietnam in 2023 in billions of US dollars*

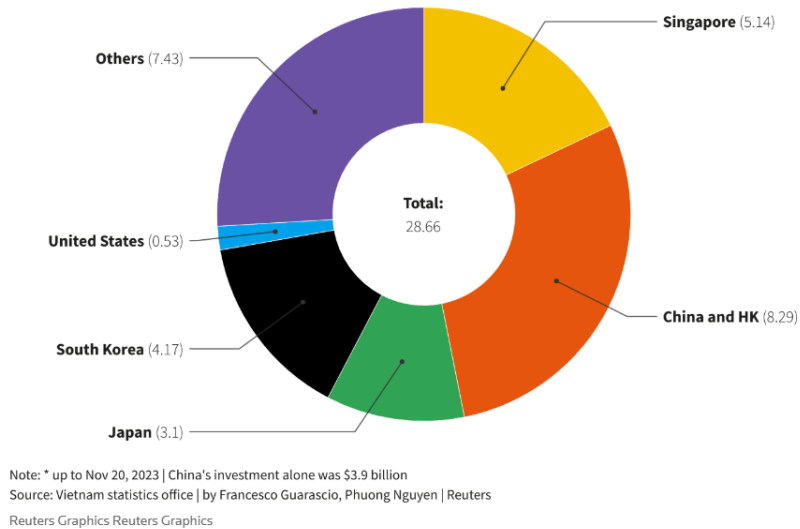


Figure 2 : les investissements étrangers au Vietnam

Source : Vietnam statistics office / Reuters

Le second mandat de Trump semble débuté en janvier 2025 avec la même rhétorique des déficits commerciaux comme menace à la sécurité nationale. En 2018, Trump avait utilisé les chiffres du déficit commercial pour justifier les tarifs douaniers qu'il a imposés à la Chine (voir figure 1), estimant que ces mesures permettraient de corriger les déséquilibres commerciaux qui menacent la sécurité économique des États-Unis. Il soutenait déjà que ce déficit était à l'origine de pertes massives d'emplois dans le secteur manufacturier américain et promettait que ses politiques protectionnistes contribueraient à rapatrier ces emplois sur le sol américain. Toutefois, même si les déficits commerciaux avec la Chine ont connu une tendance baissière, l'impact réel des mesures de Trump a été plus nuancé durant son premier mandat. Une étude d'Oxford Economics a révélé que la guerre commerciale avec la Chine a entraîné une perte nette de 245 000 emplois aux États-Unis⁴³, illustrant que les tarifs douaniers ont aussi des revers sur l'économie américaine. Si le déficit commercial avec la Chine a légèrement diminué à la suite de ces mesures⁴⁴, il a simultanément augmenté avec d'autres partenaires

⁴² [China's Increased Investment in Vietnam: Opportunities and Challenges | FULCRUM](#)

⁴³ [CGTN interview: Trump's trade war with China has cost up to 245,000 U.S. jobs | Oxford Economics](#)

⁴⁴ CRS (2024). U.S.-China Trade Relations. <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11284>

commerciaux, notamment le Mexique⁴⁵, l'Union européenne, le Japon⁴⁶, la Corée du Sud et Taïwan⁴⁷ et le Canada (figure 2).

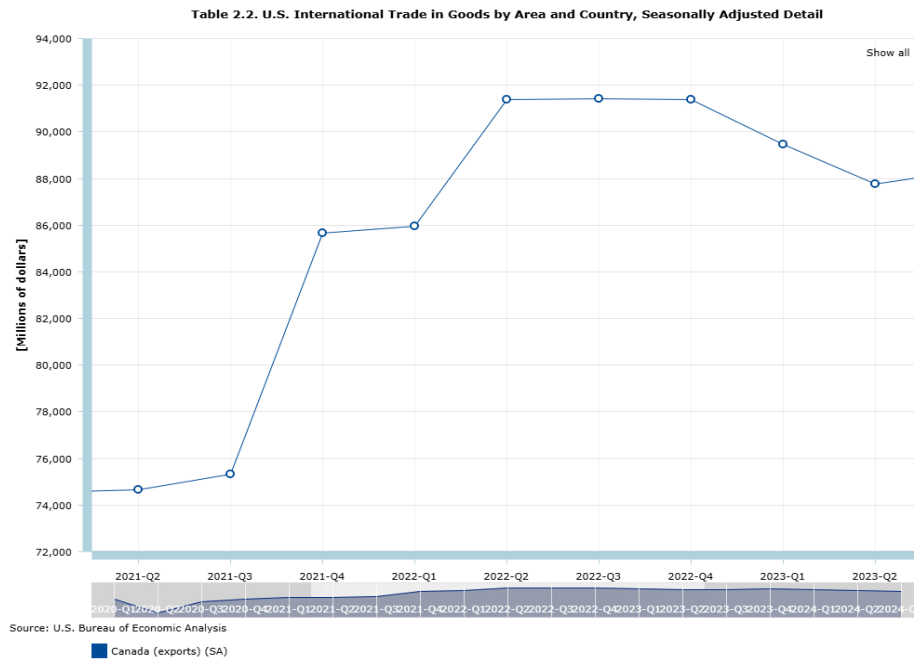


Figure 2 : Commerce international de marchandises des États-Unis avec le Canada (2021-2023)

Source: U.S. Bureau of Economic Analysis

Trump a également justifié ses politiques protectionnistes par la domination chinoise dans des secteurs stratégiques, notamment les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques, qu'il a décrits comme des menaces à la sécurité nationale des États-Unis⁴⁸. En effet, la Chine est devenue un marché important pour les semi-conducteurs, un secteur critique pour les technologies avancées dont Taïwan concentre 90 % de la production de puces avancées⁴⁹. Cette importance économique sur le maillon de la production des composants critiques rend les États-Unis, ainsi que leurs alliés comme le Japon et la Corée du Sud, dépendants des exportations chinoises pour de nombreux produits intermédiaires. Une dépendance qui est aussi réelle dans d'autres secteurs névralgiques comme les produits pharmaceutiques, les importations américaines de produits pharmaceutiques chinois ayant augmenté de 485 % entre 2020 et 2022, passant de 2,1 milliards de dollars à 10,3 milliards de dollars⁵⁰. Cette dépendance a été décrite par le nouveau

⁴⁵ [Mexico | United States Trade Representative](#)

⁴⁶ CRS. (2023). Japan-U.S. Relations: Issues for Congress.

<https://sgp.fas.org/crs/row/RL33436.pdf>

⁴⁷ CRS. (2024). U.S.-Taiwan Trade and Economic Relations.

<https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10256>

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Abad, L., Hok, D., Fong A., and Sledge, T. (2024). U.S. trade policy under presidential candidates Kamala Harris and Donald Trump. <https://kpmg.com/kpmg>

président américain comme une menace stratégique, et il avait déjà proposé de réduire progressivement les importations de biens essentiels chinois en relocalisant leur production aux États-Unis. Avec le *Chips and Science Act*, de 2022, Joe Biden a voulu aussi répondre à cette rhétorique.

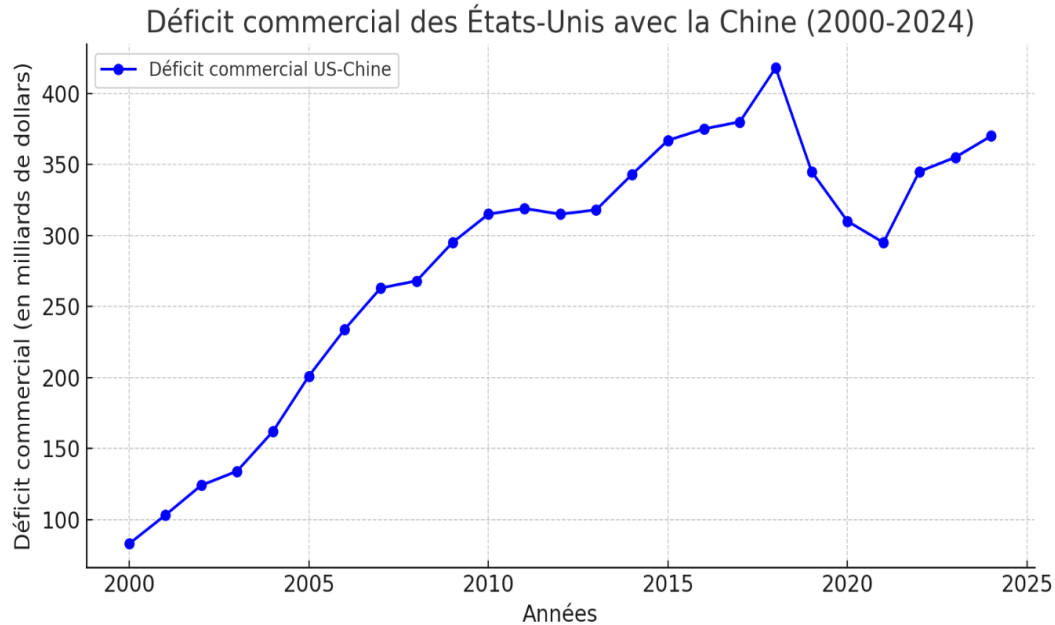


Figure 3 : Déficit commercial des États-Unis avec la Chine
Source: U.S. Bureau of Economic Analysis

Il faut dire que les chiffres avancés par Trump et les conclusions qu'il en tire ne sont pas sans réserve. En effet, la relation entre déficit commercial et perte d'emplois est complexe et a été établie sans tenir compte des aspects structurels de l'économie américaine. Les tarifs douaniers imposés par Trump, mais aussi par Biden ont souvent entraîné une augmentation des coûts pour les consommateurs américains, notamment sur des produits de consommation courante, ce qui a pesé sur leur pouvoir d'achat⁵¹.

Selon les estimations du Congressional Budget Office (CBO)⁵², l'impact budgétaire de politiques tarifaires annoncé par Trump serait significatif avec des gains effectifs, mais aussi des risques sérieux entre 2025 et 2034. Ainsi, une augmentation uniforme des tarifs de 10 % sur toutes les importations réduirait les déficits fédéraux de 2,2 trillions de dollars sur une décennie, tandis qu'une hausse de 60 % sur les importations chinoises diminuerait les déficits de 0,8 trillion de dollars. Pour le CBO, une combinaison de ces deux politiques, soit une hausse de 10 % sur toutes

[us/content/dam/kpmg/taxnewsflash/pdf/2024/09/tnf-kpmg-report-us-trade-policy-under-presidential-candidates.pdf](https://www.dam.kpmg.com/content/dam/kpmg/taxnewsflash/pdf/2024/09/tnf-kpmg-report-us-trade-policy-under-presidential-candidates.pdf)

⁵¹ de Bolle, M. (20214). Barring pharmaceutical imports from China would hurt the United States and the world. Peterson Institute for International Economics.

<https://www.piie.com/blogs/realtime-economics/2024/barring-pharmaceutical-imports-china-would-hurt-united-states-and>

⁵²Congressional Budget Office, (2024). Effects of Illustrative Policies That Would Increase Tariffs. <https://www.cbo.gov/system/files/2024-12/61112-Tariffs.pdf>

les importations et 50 % supplémentaires sur les produits chinois, générerait une réduction des déficits de 2,9 trillions de dollars. Toutefois, ces politiques auraient aussi un impact économique négatif notable. Le CBO estime qu'en 2034, le PIB réel des États-Unis diminuerait de 0,3 % avec une hausse tarifaire uniforme de 10 %, de 0,3 % avec une augmentation de 60 % sur les importations chinoises, et de 0,6 % dans le cadre d'une combinaison des deux⁵³. En outre, ces mesures feraient grimper les prix à la consommation, mesurés par l'indice PCE, de 0,6 % pour une hausse uniforme de 10 %, de 0,4 % pour une augmentation de 60 % sur les produits chinois, et de 1 % pour la combinaison des deux⁵⁴.

En outre, la politique de découplage vis-à-vis de la Chine, bien qu'ambitieuse, se heurte à la réalité des chaînes d'approvisionnement mondiales fortement interconnectées. Les efforts pour relocaliser certaines productions essentielles pourraient nécessiter des décennies et représenter en plus des coûts colossaux pour les entreprises américaines. C'est dire que, si les chiffres mis en avant par Donald Trump pour justifier sa politique commerciale protectionniste mettent en lumière certaines vulnérabilités de l'économie américaine, ils ne traduisent pas toujours la complexité des dynamiques économiques en jeu. Si le déficit commercial et la dépendance stratégique à l'égard de la Chine sont des défis réels, les solutions avancées de guerre tarifaire généralisée, basées sur un protectionnisme coercitif et un découplage accéléré, n'ont pas toujours atteint leurs objectifs. Elles ont souvent produit des effets secondaires indésirables, tant pour les consommateurs américains que pour la compétitivité des entreprises et cela risquent de s'amplifier.

3. Trump et Biden : Deux approches distinctes de l'État-protecteur

Bien que Donald Trump et Joe Biden partagent l'objectif de protéger les intérêts économiques des États-Unis et de contrer l'influence croissante de la Chine, leur approche protectionniste diffère. L'un adopte une posture agressive et transactionnelle axée sur les tarifs douaniers, tandis que l'autre privilégie une stratégie de cercles concentriques fondée sur un régionalisme ciblé, organisé autour de réseaux d'alliances commerciales et des investissements massifs dans la politique industrielle. Ces distinctions reflètent des visions contrastées du rôle des États-Unis dans l'économie mondiale.

Donald Trump a fait des tarifs douaniers l'élément central de sa politique commerciale, les utilisant à la fois comme un levier de négociation et comme une mesure punitive : il a proposé des tarifs de 10 à 20 % sur toutes les importations, ainsi que des taxes pouvant atteindre 60 % sur les produits chinois⁵⁵; et il a suggéré des tarifs douaniers de 200 % sur les automobiles mexicaines, affirmant que ces mesures protégeraient l'industrie américaine tout en incitant les partenaires commerciaux à céder aux demandes des États-Unis. Il faut dire que le déficit commercial des États-Unis avec ses partenaires de l'ACEUM était de 210,6

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Lucas, E., et Daniel Avis D., (2024). Les droits de douane, au coeur de la recette économique du futur président Trump. Agence France Presse.

<https://www.ledevoir.com/economie/823121/droits-douane-coeur-recette-economique-futur-president-trump>.

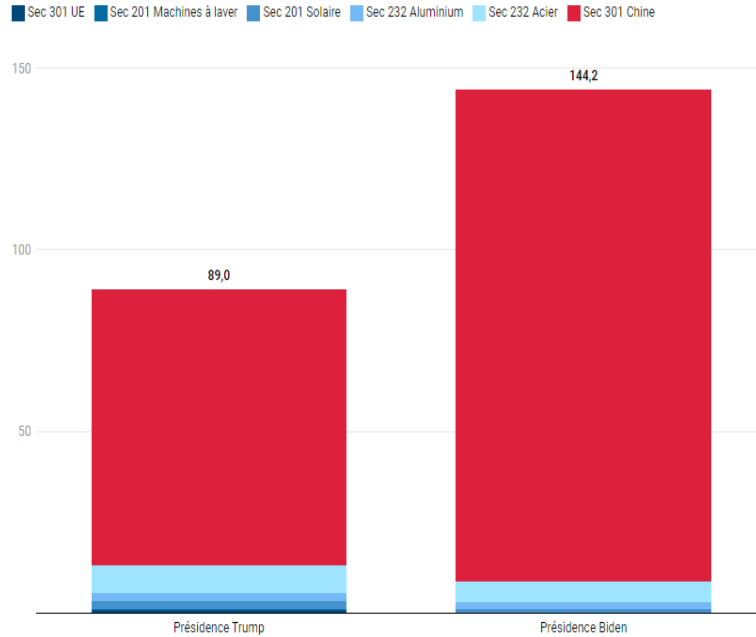
milliards de dollars en 2022, soit une augmentation de 37,5 % (57,4 milliards de dollars) par rapport à 2021⁵⁶. En revanche, Joe Biden et Kamala Harris ont adopté une approche plus prudente et stratégique avec les tarifs douaniers. Bien que Joe Biden ait critiqué certains tarifs imposés par Trump lors de la campagne électorale de 2020, son administration les a maintenus et a même augmenté les tarifs sur certains produits, tels que les véhicules électriques, batteries et semi-conducteurs. Cependant, les hausses tarifaires sous Biden ont été appliquées après un processus délibératif, en ciblant des secteurs jugés stratégiques pour la sécurité économique des États-Unis⁵⁷. Le résultat comme l'indique la figure 3, c'est que les États-Unis ont perçu plus de droits de douane sur les importations chinoises sous le mandat de Joe Biden, que sous celui de Donald Trump. Certes, Biden a mis plus l'accent dans son discours sur la collaboration internationale pour relever les défis globaux, soutenant des initiatives comme l'Indo-Pacific Economic Framework (IPEF) et le Conseil du commerce et des technologies (TTC) avec l'Union européenne, en cherchant à renforcer les partenariats économiques pour contrer la Chine⁵⁸. Une approche qui reflète une volonté d'associer diplomatie économique et leadership global pour protéger les intérêts américains tout en promouvant des objectifs communs, comme la lutte contre le changement climatique. Donald Trump privilégie quant à lui une approche bilatérale, voire unilatérale, basée sur les rapports de force dans les négociations commerciales, estimant que cela permet aux États-Unis de mieux défendre leurs intérêts. Il a quitté l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) dès son premier mandat, qu'il considérait comme défavorable aux intérêts américains, et a renégocié l'ALENA, pour arracher un nouvel accord ACEUM ; et après son investiture, la Maison Blanche a annoncé que les États-Unis se retireraient une seconde fois de l'accord de Paris sur le climat.

⁵⁶ USTR Report, 2024. United States-Mexico-Canada Agreement. <https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements/united-states-mexico-canada-agreement>

⁵⁷ The White House. (2024). FACT SHEET: President Biden Takes Action to Protect American Workers and Businesses from China's Unfair Trade Practices. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2024/05/14/fact-sheet-president-biden-takes-action-to-protect-american-workers-and-businesses-from-chinas-unfair-trade-practices/>

⁵⁸ Simeu, B.A (2023). Les États-Unis dans une course aux accords commerciaux face au rival chinois : quelle stratégie pour quelle ambition ? Chronique commerciale américaine, vol 16, n°1. https://ceim.uqam.ca/db/IMG/pdf/chronique_commerciale_ceim_hiver_mars_2023_5_-2.pdf

Total des droits de douane perçus au titre de la section 201 et 301 du Trade Act de 1974 et de la section 232 du Trade Expansion Act de 1962. Données en milliards de \$ US.



Graphique: Le Grand Continent - Source: Tax Foundation, U.S. Customs and Border Protection - Créé avec Datawrapper

Figure 4 : Comparaison des droits de douane perçue par les États-Unis dans le cadre de la guerre commerciale avec la Chine sous Trump et Biden
Source : Le Grand continent

Au sujet de la Chine que nous évoquions plus haut, Trump adopte une posture ouvertement conflictuelle, accusant Pékin de pratiques commerciales déloyales et appelant à un découplage accéléré⁵⁹. Biden préfère une approche plus nuancée, axée sur une réduction ciblée de l'exposition au risque (*derisking*) plutôt qu'un découplage complet. Son administration a voulu diversifier les chaînes d'approvisionnement mondiales et réduire les risques associés à une dépendance excessive à la Chine dans des secteurs critiques, tels que les semi-conducteurs et les technologies vertes. Plutôt que de concentrer ses forces à isoler la Chine, Biden a cherché à renforcer la compétitivité américaine par des investissements domestiques et une coopération avec les alliés économiques. L'administration Biden s'est aussi appuyée sur les lois américaines sur le travail forcé, notamment l'article 307 de la loi tarifaire de 1930 et la P.L. 117-78, interdisent les importations de produits fabriqués avec du travail forcé, avec une attention particulière sur la région du Xinjiang en Chine.⁶⁰ Ces mesures, qui établissent une présomption réfutable que les biens provenant de cette région sont produits avec du travail forcé, renforcent la guerre commerciale contre la Chine en imposant des restrictions commerciales strictes. Elles visent à limiter l'accès des produits chinois au marché américain tout en augmentant la pression sur Pékin pour qu'il mette fin aux pratiques de travail forcé. En ciblant spécifiquement le Xinjiang, ces lois alignent les objectifs des droits de l'homme avec ceux du commerce, tout en contraignant les entreprises internationales à revoir leurs chaînes d'approvisionnement pour éviter des

⁵⁹ *Op.cit*

⁶⁰ CRS (2024). U.S.-China Trade Relations.

<https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11284> *op. cit.*

sanctions potentielles. Ainsi, elles participent à un encerclement économique de la Chine, amplifiant les tensions commerciales et géopolitiques.

Bien que les tarifs douaniers soient l'outil principal de Trump, il a également exprimé son soutien à des subventions ciblées pour relancer la fabrication nationale. Sa vision d'une "superpuissance manufacturière" repose sur des politiques destinées à favoriser le rapatriement des emplois industriels aux États-Unis⁶¹. Biden a lui adopté une approche proactive pour stimuler l'économie nationale. L'*Inflation Reduction Act* (IRA) est l'un des piliers de cette stratégie, offrant des incitations financières pour promouvoir les énergies renouvelables et les technologies vertes (*Inflation Reduction Act, 2022*). Son administration soutient également des contrôles à l'exportation pour protéger les technologies stratégiques tout en encourageant des investissements massifs dans des secteurs comme les semi-conducteurs. Si ces politiques reflètent des objectifs similaires, leur mise en œuvre et leurs implications économiques diffèrent, posant la question de l'équilibre entre protection nationale et intégration économique globale.

4. Perspectives : l'ACEUM à l'épreuve des risques

Le nouveau mandat de Donald Trump entraînera des répercussions profondes sur l'avenir de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), alors que le nouveau président a annoncé son intention d'intensifier les pressions commerciales et douanières en adoptant une approche transactionnelle axée sur les intérêts américains. Fidèle à sa doctrine "America First", Trump, durant son premier mandat, a redéfini les termes de l'ALENA à travers des menaces tarifaires pour recalibrer les chaînes de valeur nord-américaines en faveur des États-Unis, souvent au détriment de la coopération régionale. Son discours d'investiture indique que cette approche compétitive sera intensifiée, affectant directement les termes et l'avenir de l'ACEUM. Trump a déjà évoqué la possibilité de réimposer des surtaxes sur l'aluminium et l'acier canadien et de renforcer la pression sur ses partenaires via des menaces de nouveaux tarifs douaniers ou des accords bilatéraux distincts.

Sur le plan économique, ces politiques tarifaires pourraient engendrer des effets négatifs importants comme le montre l'étude du CBO. Les hausses tarifaires envisagées, comme des surtaxes pouvant atteindre 200 % sur les automobiles mexicaines, créeraient une incertitude majeure pour les constructeurs opérant au Mexique avec des risques de perturbations dans l'industrie automobile, un secteur stratégique pour les trois pays. De telles mesures, combinées à des règles d'origine plus strictes favorisant les composants fabriqués aux États-Unis, augmenteraient les coûts de production et réduiraient la compétitivité des exportations mexicaines. Les effets se répercuteraient également sur les consommateurs nord-américains, avec des prix plus élevés pour les biens manufacturés et une réduction du pouvoir d'achat. Les effets budgétaires de ces politiques, bien que réduisant les déficits grâce à des recettes accrues provenant des tarifs douaniers, pourraient également ralentir la croissance économique à l'horizon 2034.

En imposant une augmentation uniforme des tarifs ou en ciblant particulièrement les importations canadiennes, mexicaines et chinoises, les États-Unis pourraient réduire leurs déficits à hauteur de plusieurs trillions de dollars sur une décennie. Cependant, cette amélioration budgétaire se ferait au détriment d'une contraction

⁶¹ Ibid.

du PIB réel et d'une hausse des prix à la consommation, affectant davantage les ménages à faibles revenus, qui allouent une plus grande part de leur budget à l'achat de biens de consommation.

Les tensions tarifaires à venir dans l'hémisphère nord reflèteront les dynamiques complexes entre trois partenaires aux économies particulièrement interconnectées au marché américain. Mais les marges de manœuvre existent. Le Canada, n'exclut pas de privilégier des accords bilatéraux pour mieux protéger son accès au marché américain, ses emplois et cibler ses besoins spécifiques, rejoignant ainsi les critiques croissantes aux États-Unis concernant l'utilisation perçue du Mexique comme « cheval de Troie »⁶² pour les produits chinois bon marché. Les investissements directs chinois au Mexique ayant connu une croissance importante ces dernières années avec pour cible le marché américain⁶³. Les provinces canadiennes, comme l'Ontario, estiment que les règles actuelles favorisent le Mexique aux dépens des travailleurs canadiens. En négociant directement avec les États-Unis, les provinces canadiennes espèrent obtenir des conditions plus équitables qui protégeraient mieux les emplois locaux⁶⁴.

En termes de distribution des impacts, les ménages à faibles revenus dans les trois pays seraient particulièrement touchés par une guerre tarifaire généralisée qui entraînera une hausse des prix, même si certaines industries américaines pourraient bénéficier d'une expansion grâce à la réduction de la concurrence des importations. Cependant, les pertes d'emploi dans les industries exportatrices ou dépendantes des intrants importés viendraient aggraver les inégalités économiques, exacerbant les tensions sociales et régionales. Avec un Donald Trump combatif à la Maison-Blanche, le trilatéralisme commercial nord-américain pourrait s'effondrer si le Mexique ne parvient pas à répondre efficacement aux pressions exercées par ses partenaires. Les scénarios envisagés incluent une fragmentation de l'ACEUM en accords bilatéraux, maximisant ainsi la capacité des États-Unis à imposer leurs conditions tout en remodelant profondément les chaînes de valeur continentales. Il n'est pas impossible que la prochaine négociation de l'ACEUM débouche sur ce scénario.

⁶²Ljunggren, D. (2024). Canada wants Mexico in USMCA trade pact despite China concerns, source says. Reuters. https://www.reuters.com/world/americas/canada-wants-mexico-usmca-trade-pact-despite-china-concerns-source-says-2024-11-20/?utm_source=chatgpt.com

⁶³ [As China's investment in Mexico rises, should the U.S. be concerned? - The Washington Post](#)

⁶⁴ Gillies R. (2024). Canada's provincial leaders want a free trade deal with the US that excludes Mexico. *AP News*. <https://apnews.com/article/canada-mexico-us-trade-ontario-premier-b29299bb3c16c5c6be364dab46f7f6fe>

Direction

Christian Deblock, professeur émérite au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Brice Armel Simeu, Candidat au doctorat et chercheur au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

